



**Communiqué des ministres des Finances
et des gouverneurs des banques centrales du G7
19 mai 2026**

Nous, ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G7, nous sommes réunis le 19 mai 2026 à Paris, en France, et avons mené des consultations avec les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du Brésil, de la Corée du Sud, de l'Inde et du Kenya. Les dirigeants du Fonds monétaire international (FMI), du Groupe de la Banque mondiale (GBM), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Conseil de stabilité financière (CSF), de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de la Banque asiatique de développement (BAsD), laquelle assure la présidence du Groupe des dirigeants des banques multilatérales de développement, et de la Banque africaine de développement (BAfD) se sont joints à nous.

Nous avons eu un échange de vues franc et productif sur la situation économique et financière mondiale actuelle, les possibilités et les risques communs à nos pays et les moyens d'y faire face. Le présent communiqué rend compte de l'issue des discussions entre les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 au cours de la réunion, enrichies par les échanges avec les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays partenaires (Brésil, Corée du Sud, Inde et Kenya), qui ont salué ces discussions.

Économie mondiale

1. Face à la multiplicité et la complexité des défis mondiaux qui nécessitent des réponses coordonnées, nous réaffirmons notre engagement en faveur de la coopération multilatérale afin de faire face aux risques qui pèsent sur l'économie mondiale, notamment par le dialogue avec nos partenaires internationaux, pour promouvoir la résilience, le développement et la croissance économique, vecteurs de prospérité partagée. Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 réaffirment leurs engagements de mai 2017 en matière de taux de change.

2. Nous reconnaissons le fait que la situation d'incertitude économique mondiale a exacerbé les risques pesant sur la croissance et l'inflation dans le contexte du conflit en cours au Moyen-Orient, notamment en raison des pressions exercées sur les chaînes d'approvisionnement en énergie, en denrées alimentaires et en engrais, qui affectent particulièrement les pays les plus vulnérables. Pour atténuer ces effets

négatifs, nous estimons impératif qu'une circulation libre et sûre par le détroit d'Ormuz soit rétablie au plus vite et que le conflit soit résolu de manière durable. Nous restons déterminés à surveiller de près ces répercussions sur la croissance mondiale et sur les conditions des marchés financiers, avec le concours des organisations internationales, ainsi qu'à coordonner nos réponses stratégiques, lesquelles devraient être temporaires, ciblées et responsables sur le plan budgétaire dans l'optique de préserver la croissance, de favoriser la sécurité économique et d'améliorer la résilience. Nous réaffirmons notre engagement en faveur du bon fonctionnement, de la stabilité et de la transparence des marchés de l'énergie et d'autres matières premières, favorisant une gestion adéquate de l'offre et de la demande mondiales selon les besoins. Nous appelons l'ensemble des pays à éviter toute restriction arbitraire des exportations et insistons sur l'importance de sécuriser les flux commerciaux. À plus long terme, cette situation souligne l'importance du renforcement de la résilience de nos économies par la diversification des chaînes d'approvisionnement.

3. Nous saluons la création du groupe de coordination entre le FMI, la Banque mondiale et l'AIE et appelons ce groupe à suivre la situation de près et à mener des évaluations conjointes des répercussions mondiales, en collaboration avec le CSF, de sorte à préserver la stabilité financière. Nous accueillons favorablement la déclaration conjointe de sept banques multilatérales de développement soutenant des efforts coordonnés pour faire face aux impacts du conflit au Moyen-Orient. Le FMI et les banques multilatérales de développement doivent continuer à œuvrer ensemble pour coordonner le soutien aux pays qui en ont besoin, s'appuyant sur la large palette de leurs outils respectifs, et en cohérence avec leurs missions.

4. Conformément à leurs mandats respectifs, les banques centrales sont fermement résolues à maintenir la stabilité des prix et à assurer la résilience continue du système financier. La politique monétaire restera guidée par les données : les banques centrales surveillent de près l'impact des pressions exercées sur les prix de l'énergie et des autres matières premières, sur l'inflation, les anticipations d'inflation et l'activité économique.

Assurer une croissance mondiale équilibrée et durable en réduisant les déséquilibres mondiaux

5. En mai dernier, à Banff, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 ont exprimé leurs préoccupations quant au caractère insoutenable des déséquilibres macroéconomiques, et ont engagé des travaux visant à analyser leurs causes et les risques qu'ils engendrent ainsi qu'à élaborer des solutions pour y remédier. Nous saluons les efforts du FMI, notamment à travers son *External Sector Report* de 2025 et ses activités de surveillance et de conseil en politique économique, ainsi que ceux de l'OCDE, du G20 et [du groupe d'experts en économie de la présidence française du G7](#) pour approfondir notre compréhension des facteurs, des principaux contributeurs et des risques associés à des déséquilibres croissants et persistants, fournir des scénarios d'ajustement et proposer des recommandations de

politiques favorisant un rééquilibrage. Nous observons avec inquiétude que les déséquilibres mondiaux sont persistants et se sont creusés ces dernières années, créant des risques potentiels pour notre objectif commun d'une croissance mondiale équilibrée et de stabilité financière.

6. Les déséquilibres des comptes courants mondiaux résultent en grande partie de dynamiques sous-jacentes entre épargne et investissement. Ils peuvent également résulter de politiques et pratiques non marchandes, ainsi que de politiques sectorielles et budgétaires. Nous sommes d'accord sur la nécessité de remédier à ces déséquilibres, qui constituent un enjeu d'intérêt commun tant pour les économies excédentaires que pour les économies déficitaires. En l'absence d'un rééquilibrage effectué en temps utile, les déséquilibres importants et persistants pourraient contribuer à alimenter davantage les tensions commerciales, et à conduire à des ajustements désordonnés, notamment via le canal financier. A cet égard, une action coordonnée serait bienvenue.

7. Dans ce contexte, chacun d'entre nous, en tenant compte des circonstances nationales, de nos mandats respectifs et des recommandations du FMI en matière de politique économique, vise à mettre en œuvre des mesures spécifiques favorisant une croissance équilibrée et la stabilité macroéconomique. Nous encourageons les autres pays à viser les mêmes objectifs.

8. Les pays présentant des déficits extérieurs importants et persistants devraient mettre en place des politiques telles qu'un soutien à l'épargne domestique et la consolidation budgétaire. Les pays présentant des excédents extérieurs importants et persistants devraient renforcer les sources de croissance domestique : selon les circonstances nationales, ces politiques de croissance peuvent inclure l'augmentation de l'investissement, la suppression des obstacles freinant la productivité, la réduction des distorsions des marchés, l'amélioration des filets de protection sociale, l'assouplissement des contraintes pesant sur la croissance de la demande privée et l'évitement des politiques ayant des effets de bord négatifs sur les autres pays. Ces mesures contribueraient à promouvoir une croissance équilibrée, dans l'intérêt domestique de chaque pays, et à résorber les déséquilibres extérieurs importants et persistants.

9. Nous appelons à un renforcement de la surveillance en cours des déséquilibres extérieurs au sein du cadre de surveillance bilatérale et multilatérale du FMI, en mettant davantage l'accent sur les scénarios prospectifs, et l'évaluation des effets sur l'ensemble des économies, notamment sur les économies émergentes et en développement. Nous appelons également le FMI et l'OCDE à renforcer leur analyse des déséquilibres, ainsi qu'à surveiller et rendre compte des contributions des trajectoires de politiques nationales des grandes économies aux déséquilibres mondiaux, dans le cadre d'exercices bilatéraux et multilatéraux, conformément à leurs mandats respectifs. Nous poursuivrons ces discussions au sein des enceintes multilatérales appropriées.